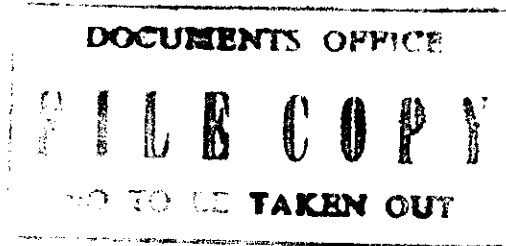


50674



Distr.
LIMITÉE

E/ECA/PSD.4/49
6 janvier 1986

Original: FRANCAIS

NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quatrième session de la Conférence commune
des Planificateurs, Statisticiens
et Démographes africains

Addis-Abeba, 3-12 mars 1986

RAPPORT DE L'ENQUÊTE SUR LES STATISTIQUES
DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Figure 1 consists of two scatter plots. The left plot shows a positive correlation between the number of children and the number of children in the household. The right plot shows a negative correlation between the number of children and the number of children in the household.

Table des matières

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	1
II. ORGANISATION ET SOURCE DES DONNEES	4 - 12	1 - 3
III. CHAMPS DES STATISTIQUES	13 - 14	3 - 5
IV. SYSTEME DU COMMERCE EXTERIEUR	15 - 16	5 - 6
V. CLASSIFICATION DES MARCHANDISES	17 - 20	6 - 7
VI. EVALUATION	21 - 23	7
VII. MESURE DE QUANTITE	24 - 25	8
VIII. PAYS PARTENAIRE	26 - 28	8 - 9
IX. NOMBRES INDICES	29 - 34	9 - 10
X. TRAITEMENT DES DONNEES	35 - 37	10
XI. ENVOI DES STATISTIQUES AUX NATIONS UNIES	38 - 39	10 - 11
XII. CONCLUSIONS	40 - 42	11

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

11/11/2020

I. INTRODUCTION

1. Ce rapport présente les résultats de l'enquête régionale sur les statistiques du commerce extérieur menée auprès des bureaux nationaux de statistique du 17 octobre 1984 au 31 mai 1985.
2. L'enquête visait à obtenir des informations sur les sources et organisation des données du commerce extérieur, le champ des statistiques, les systèmes de commerce, les classifications des marchandises, l'évaluation des transactions commerciales, la mesure des quantités, les pays partenaires, la construction des nombres indices, et le traitement des données. On a aussi cherché à savoir si les pays envoyaient régulièrement leurs statistiques du commerce extérieur aux Nations Unies.
3. On a reçu 39 réponses comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Les réponses ont été, dans la mesure du possible, complétées avec les informations qui sont déjà disponibles à la CEA. Les tableaux annexes de ce rapport seront publiés dans le Bulletin statistique no. 18.

Tableau 1. Réponses aux questionnaires

Sous-région	Questionnaires envoyés	Questionnaires retournés	Taux de réponse (%)
Afrique du Nord	6	4	67
Afrique de l'Ouest	16	13	81
Afrique centrale	10	5	50
Afrique de l'Est et australe	18	12	67
TOTAL	50	39	78

II. ORGANISATION ET SOURCE DES DONNEES

4. Des 39 pays qui ont participé à l'enquête, 22 ont déclaré établir leurs statistiques du commerce extérieur à la Direction de la statistique, 18 à la Direction des douanes. Mais des pays tels que le Burkina Faso, la République centrafricaine, le Djibouti, le Lesotho, le Madagascar, la Mauritanie, le Rwanda et l'Ouganda ont mentionné plus d'une source d'élaboration de ces statistiques sans toutefois en indiquer les différences et les raisons éventuelles de ces différences. Une telle multiplicité des sources des données constitue un gaspillage de ressources, pouvant nuire à la qualité des données et conduire à plusieurs séries divergentes pour un même pays.

5. L'élaboration des statistiques du commerce extérieur repose, dans tous les pays, sur l'exploitation des documents douaniers de base à l'importation et à l'exportation. Les autres documents (factures, documents de transport, licences d'importation, etc.) ne sont utilisés qu'aux fins de contrôle et/ou de prévision.
6. Dans la majorité des cas, les documents douaniers de base servant à l'élaboration des statistiques du commerce extérieur sont conservés dans les services des Douanes. Douze seulement des 22 bureaux nationaux de statistique qui élaborent les statistiques du commerce extérieur conservent une copie des documents douaniers dans leurs services. Dix sept bureaux seulement tiennent un registre des documents douaniers reçus aux fins de contrôle. L'accès aux archives pour ce qui concerne les documents douaniers servant à l'élaboration des statistiques du commerce extérieur n'est pas systématisé dans la plupart des cas, ce qui gêne le contrôle des données et donc empêche l'amélioration de leur qualité.
7. Tous les pays produisent les statistiques du commerce extérieur sur une base mensuelle, à l'exception toutefois des pays suivants : Niger (base trimestrielle), Comores, Djibouti, Gabon, Mali, et Mauritanie (base annuelle). Seize pays seulement publient des données mensuelles et 26 pays disposent des données cumulatives pour les chiffres mensuels et trimestriels.
8. La période d'enregistrement aux fins d'établissement des statistiques du commerce extérieur est basée sur la date de dédouanement pour 57 pour cent des pays, la date d'entrée ou de sortie des marchandises pour 18 pour cent, la date d'arrivée des documents douaniers de base dans les services élaborant les statistiques pour 10 pour cent, la date de paiement des droits de douane pour 5 pour cent. Le Mali et la Sierra Leone ^{1/} utilisent la date de dédouanement et la date d'arrivée des documents douaniers de base dans les services statistiques, et Maurice la date d'entrée ou de sortie des marchandises ainsi que la date de paiement des droits selon les produits.
9. La période de référence pour les statistiques annuelles est l'année civile dans le cas de tous les pays à l'exception de la Gambie et du Swaziland où elle débute le 1^{er} avril. La disponibilité des chiffres mensuels dans le cas de ces deux pays permet d'avoir aisément les statistiques sur la base de l'année civile.
10. Vingt huit pays, soit 72 pour cent procèdent à des révisions des chiffres publiés lorsque cela s'avère nécessaire. Les pays suivants : Jamahiriya arabe libyenne, Libéria, Comores, et Malawi ont déclaré ne pas effectuer de tels ajustements. Ces ajustements portent sur les chiffres annuels pour 14 pays, les chiffres courants (mensuels, trimestriels) pour 12 pays, et les chiffres cumulés pour 9 pays. Le Cameroun, l'Ile Maurice et le Swaziland ont déclaré effectuer les révisions de toutes leurs données publiées lorsque cela s'avère nécessaire.

^{1/} Date de dédouanement à Freetown, et date d'arrivée des documents de base dans les services statistiques ailleurs.

Tableau 2. Nombre moyen de mois nécessaires à l'élaboration et à la publication des données

Données	mensuelles	trimestrielles	semestrielles	annuelles
Elaboration	2	3	3	5
Publication	2	2	8 ^{2/}	6
TOTAL	4	5	11	11

11. Il faut en moyenne presque trois fois plus de temps pour élaborer des données annuelles que des données mensuelles. Mais la variabilité est grand entre les pays. En Tunisie par exemple, il ne faut en moyenne que 3 semaines pour l'élaboration des données annuelles, et environ 3 semaines aussi pour la publication des données mensuelles. En Somalie par exemple, l'élaboration des données mensuelles peut requérir jusqu'à 1 an. Ces délais concernent toutes les phases d'élaboration (collecte, traitement, diffusion) des statistiques. Au niveau de la collecte, les procédures de recevabilité des documents douaniers et de visite des marchandises sont parfois anormalement longues. Il en est de même des délais de transmission des documents de base servant à établir les statistiques aux services concernés. Au niveau de traitement, même électronique, il n'existe pas toujours de système de recyclage des erreurs permettant d'éviter une resaisie complète des déclarations rejetées. Au niveau de la diffusion, les moyens demeurent les supports-papier (bulletin, annuaires, etc.) dont la mise au point est lente. De façon générale les procédures douanières ne sont pas automatisées.

12. Vingt-huit pays soit 72 pour cent des pays qui ont fourni l'information requise, disposent de publications annuelles. Les nombres des pays qui ont des publications semestrielles, trimestrielles et mensuelles sont respectivement de 4, 13 et 15. En outre 12 pays combinent les publications mensuelles et annuelles tandis que 8 autres pays disposent de publications trimestrielles et annuelles.

III. CHAMP DES STATISTIQUES

13. Les recommandations internationales ^{3/} indiquent les types de marchandises qui doivent être a) inclus dans les statistiques; b) soit inclus, soit exclus des statistiques mais aussi enregistrés séparément, et c) exclus des statistiques, de la manière suivante :

A. Marchandises à inclure dans les statistiques

1. Or non monétaire;
2. Commerce pour compte de l'Etat;

^{2/} Il s'agit du chiffre fourni par la Jamahiriya arabe libyenne.

^{3/} International Trade Statistics, Concepts and Definitions, Series M, No. 52, Rev.1.

3. Marchandises militaires;
4. Electricité et Eau;
5. Articles acheminés par la poste;
6. Transactions portant sur des navires;
7. Transactions sans franchissement de l'une des frontières nationales ou des deux;
8. Transactions portant sur des navires et des aéronefs;
9. Transactions portant sur le combustible de soute et de poisson;
10. Transactions portant sur des plates-formes de forage destinées à être installées dans des eaux internationales, et sur les produits extraits des fonds marins dans des eaux internationales.

B. Marchandises à inclure dans les statistiques ou à exclure de celles-ci mais qu'il faut aussi enregistrer séparément si possible

1. Trafic d'amélioration et de réparation;
2. Location de bien;

C. Marchandises à exclure des statistiques

1. Marchandises envoyées par un gouvernement à ses forces armées et à ses représentants diplomatiques à l'étranger;
2. Or monétaire;
3. Titres, billets de banques et pièces de monnaie en circulation;
4. Admission temporaire de marchandises.

14. S'agissant des types de marchandises à inclure dans les statistiques, les pourcentages des pays qui les incluent effectivement dans leurs statistiques varient de 44 pour cent (pour les transactions sur des plates-formes de forage destinées à être installées dans des eaux internationales et sur les produits extraits des fonds marins dans des eaux internationales) à 92 pour cent (Transactions portant sur des services). Environ 22 et 29 pour cent des pays seulement enregistrent respectivement le trafic d'amélioration et de réparation, la location des biens de façon séparée selon les recommandations internationales. Pour les marchandises à exclure des statistiques, 29 pour cent seulement excluent l'admission temporaire des marchandises. La proportion des pays suivant les recommandations internationales dépasse 72 pour cent pour les autres marchandises à exclure. Cette disparité des champs statistiques contribue de manière évidente à rendre peu comparables les statistiques du commerce extérieur de la région.

Tableau 3. Pourcentage des pays incluant, enregistrant séparément ou excluant les types de marchandises dans leurs statistiques

	Pays incluant %	Pays enregistrant séparément %	Pays excluant %
<u>A. Types des marchandises à inclure dans les statistiques</u>			
1 ^{4/}	74,0	3,8	22,2
2	90,0	2,0	8,0
3	63,0	3,7	33,3
4	79,4	1,9	18,7
5	85,1	0,1	14,8
6	92,3	-	7,7
7	54,4	3,8	41,7
8	78,5	0,1	21,4
9	47,3	9,5	43,2
10	44,4	0,1	55,5
<u>B. Types de marchandises à inclure ou à exclure mais à enregistrer séparément</u>			
1	32,2	21,7	46,1
2	38,1	28,6	33,3
<u>C. Types de marchandises à exclure des statistiques</u>			
1	17,6	0,4	82,0
2	19,0	0,1	80,9
3	27,1	-	72,9
4	57,1	14,3	28,6

IV. SYSTEME DU COMMERCE EXTERIEUR

15. Deux systèmes sont généralement utilisés pour les échanges commerciaux internationaux. Ils diffèrent essentiellement par le mode d'enregistrement des marchandises entreposées et réexportées. On les définit de la manière suivante :

^{4/} Les chiffres figurant sur les rubriques A, B et C du tableau 3 sont identiques à ceux des rubriques A, B et C du paragraphe 13. Ils correspondent aux numéros de types de marchandises.

A. Commerce spécial

a) Les importations spéciales comprennent les marchandises directement déclarées pour la mise à la consommation lors de l'importation en provenance de l'étranger, ou des zones ou parts francs nationaux; les importations déclarées pour le perfectionnement actif dans des entrepôts pour perfectionnement actif; les marchandises déclarées pour mise à la consommation à la sortie d'entrepôt de douane;

b) Les exportations spéciales comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale; les exportations sortant d'entrepôts pour perfectionnement actif; les réexportations de marchandises importées en libre circulation.

B. Commerce général

a) Les importations générales comprennent : les importations directement déclarées pour mise à la consommation; les importations entrant dans des entrepôts pour perfectionnement actif; les importations entrant dans des entrepôts de douane ou dans des zones ou des ports francs;

b) Les exportations générales comprennent les exportations d'origine nationale; les exportations sortant d'entrepôts pour le perfectionnement actif; les réexportations de marchandises importées en libre circulation; les exportations sortant d'entrepôts de douane, de zones ou de ports francs.

Les statistiques du commerce spécial et du commerce général excluent en outre le commerce de transit direct, c'est-à-dire le mouvement de marchandises à travers le pays aux seules fins de transport.

16. Pour les 50 pays d'Afrique dont l'information est disponible, les statistiques du commerce extérieur relèvent du système spécial pour 28 pays contre 22 pays pour le système du commerce général. Des pays tels que le Cap Vert, l'Éthiopie, le Niger, le Nigéria, la Somalie et le Togo incluent le commerce de transit direct dans leurs statistiques mais seuls l'Éthiopie, le Nigéria et le Togo en font aussi un enregistrement séparé.

V. CLASSIFICATION DES MARCHANDISES

17. Il y a un certain nombre de classifications types qui sont utilisées pour classer les biens, chacune ayant un objectif propre. Chaque classification a été élaborée et publiée au niveau international afin de permettre une harmonisation presque totale entre toutes les classifications de biens. Ce niveau international est le minimum exigé en ce qui concerne les détails requis pour les produits qui permettront les comparaisons entre les données statistiques des divers pays.

18. Deux classifications principales sont utilisées pour les statistiques du commerce extérieur sous diverses versions: la Nomenclature du Conseil de coopération douanière (NCC) précédemment dénommée Nomenclature douanière de Bruxelles (NDB), et la classification type pour le commerce international (CTCI). La NCCD est une classification

pour les tarifs douaniers qui groupe les articles selon la nature de la matière dont ils sont faits. Son utilisation pour les statistiques du commerce extérieur exige donc le regroupement des données rassemblées afin d'obtenir les statistiques du commerce extérieur aux fins de l'analyse économique. Dans la CTCI les produits sont regroupés de manière à enregistrer leur degré d'élaboration. Des classifications par grandes catégories économiques (CGCE) facilite par exemple l'analyse économique par l'emploi final des statistiques du commerce extérieur.

19. En matière de tarif douanier, la plupart des pays utilisent la NDB version 1955 (16 pays) ou une classification qui en dérive (13 pays). Neuf autres pays s'inspirent pour leurs classifications de l'une quelconque des versions de la CTCI. Le Mali base sa classification sur le NIMEXE qui est une classification en vigueur à la Communauté économique européenne (CEE).

20. Pour l'établissement des statistiques du commerce extérieur 25 pays utilisent une version de la NDB ou une classification qui en dérive, et 15 pays se basent sur l'une des diverses versions de la CTCI.

VI. EVALUATION

21. La valeur des transactions des importations est généralement la valeur coût assurance et fret (CAF), c'est-à-dire la valeur de vente des marchandises augmentée des frais de transport et d'assurance jusqu'à la frontière du pays importateur, et incluant éventuellement des frais de déchargement à la frontière. Cependant, pour les 11 pays suivants : Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Niger, Soudan et Swaziland, la valeur déclarée comme CAF comprend aussi les droits et autres frais de douane.

22. Les exportations sont généralement estimées franco bord, ou franco wagon ou véhicule routier (FOB) à la frontière du pays exportateur. C'est la valeur de vente par le pays exportateur augmentée le cas échéant des frais de transport et d'assurance pour apporter les marchandises jusqu'à bord du véhicule les transportant à la frontière de ce pays. Cette valeur comprend également les droits de sortie, impôts intérieurs et autres charges analogues imposés dans le pays exportateur dans la mesure où ils sont réellement perçus sur les marchandises exportées. Les pays suivants : Angola, Burkina Faso, Cap Vert, Comores, Djibouti, Madagascar, Mozambique, Niger, Soudan et Swaziland en excluent les droits d'exportation et/ou autres frais internes.

23. Les échanges ne faisant pas l'objet de déclarations douanières ne sont généralement pas pris en compte (trafics frontaliers, fraudes, etc.). Il en est de même des révisions des déclarations ou des constatations des contentieux. Les erreurs sur les valeurs ne sont pas toujours décelées au cours du traitement, même informatique.

VII. MESURE DE QUANTITE

24. Les unités de quantité sont utiles pour les transactions internationales sur les marchandises car leur emploi élude les problèmes de valuation, de variation dans les taux de change, et d'inflation. En outre elles servent à tester la fiabilité des données, à construire les indices du commerce extérieur. Il est recommandé, dans le cas où les quantités de marchandises sont exprimées dans une autre unité que le poids, d'estimer le poids moyen de chaque unité ou multiple d'unités de préférence sur une base de poids net plus utile pour l'analyse économique. L'utilisation du poids comme mesure de quantité facilite la comparabilité internationale.

25. La pratique dans les pays est telle que, lorsque les quantités des marchandises sont exprimées dans d'autres unités que le poids, 15 pays seulement enregistrent toujours aussi le poids tandis que 7 pays ne le font que parfois, et 8 jamais. Les quantités de marchandises exprimées en mesure de poids le sont sur une base du poids net (21 pays) et du poids brut seulement (Lesotho et Togo). Par contre 9 pays enregistrent le poids à la fois sur la base du poids brut ou poids net. Dans le cas des transactions sur les navires, 16 pays inscrivent le nombre comme unité de quantité. Cap Vert, Madagascar, Niger, et Rwanda utilisent aussi le tonnage brut tandis que la Côte d'Ivoire, le Nigéria, le Togo et la Tunisie inscrivent aussi le tonnage net. Pour la mesure des quantités des aéronefs transportant des passagers, 21 pays inscrivent le nombre d'avions. La Tunisie utilise en outre le tonnage net. Dans le cas d'avions cargos 18 pays mesurent la quantité par le nombre d'avions. Quatre pays (Burundi, Mauritanie, Nigéria et Tunisie) utilisent la capacité d'emport, la Tunisie étant le seul pays avoir déclaré inscrire les deux mesures.

VIII. PAYS PARTENAIRE

26. On peut identifier plus de six définitions de pays qui concernent la production, la fourniture, la vente, l'achat, l'acquisition et la consommation des marchandises faisant l'objet des transactions internationales. Il est dès lors évident que des différences dans les définitions et modes d'enregistrement des pays partenaires constituent une cause sérieuse de la non comparabilité des statistiques du commerce extérieur. Au niveau international, il est recommandé, dans le cas des importations que le pays d'origine soit enregistré et le pays de consignation soit aussi, si possible, enregistré à titre d'information supplémentaire. L'enregistrement du pays de dernière destination connue est recommandé dans le cas des exportations.

27. Les statistiques d'importation sont établies par pays d'origine pour 27 pays, par pays de consignation pour 12 pays, et par pays d'achat pour 6 pays. Huit pays (Cameroun, République centrafricaine, Djibouti, Ethiopie, Madagascar, Niger, Sierra Leone et Tunisie) ont déclaré enregistrer à la fois les statistiques par pays d'origine et de consignation, l'Ethiopie enregistrant en outre le pays d'achat.

28. Trente pays élaborent les statistiques d'exportations par pays de dernière destination connue. Les 3 pays suivants : Ethiopie, Mauritanie, et Tunisie enregistrent leurs exportations par pays de vente. L'Ethiopie est le seul pays ayant déclaré faire usage des pays de destination et de vente.

IX. NOMBRES INDICES

29. Dans les statistiques du commerce international, les nombres indices sont d'une grande utilité d'abord parce qu'il peuvent être construits de différentes manières selon l'objectif du constructeur, et aussi parce qu'ils sont de simples nombres sans unités (monnaie, poids, unités de volume etc.). Ils permettent donc l'évaluation des tendances du commerce international, même s'il n'existe pas d'indice parfait.

Vingt huit pays ont déclaré calculer des indices du commerce extérieur. Les classifications types ou catégories utilisées pour ce calcul sont : la CTCI dans l'une quelconque de ses diverses versions (8 pays), d'autres classifications non spécifiées dans les réponses (Burkina Faso, Maroc, Maurice, Sénégal et Tunisie). Le Malawi utilise une classification basée sur la CGCE et le Zimbabwe la classification internationale type par industries de toutes les branches d'activité économique (CITI).

30. Quatorze pays calculent les indices de volume à partir de la formule de Laspeyres et deux pays (Libéria et Maurice) selon la formule de Paasche. L'Ethiopie, la Zambie et le Zimbabwe sont les seuls pays ayant déclaré utiliser la formule idéale de Fisher pour le calcul des indices du commerce extérieur. Trois pays (Burkina Faso, Cameroun et Maroc) calculent les indices de volume de manière indépendante tandis que pour la Gambie, la Jamahiriya arabe libyenne, le Sénégal et la Tunisie ce sont les indices de valeur unitaire qui sont calculés indépendamment. Les pays suivants : Ethiopie, Libéria, Maurice, Nigéria et Zambie calculent tous leurs indices de façon indépendante.

31. Pour le calcul des indices à l'exportation 5 pays (Burkina Faso, Maroc, Sierra Leone, Tunisie et Zimbabwe) prennent en compte toutes les exportations. Y compris la réexportation tandis que 13 pays ne prennent en compte que les produits nationaux. Pour les importations, 13 pays prennent en compte les importations retenues seulement, c'est-à-dire importations générales moins réexportations pour le calcul des indices contre 5 pays (Burkina Faso, Gambie, Jamahiriya arabe libyenne, Libéria, et Tunisie) qui tiennent compte de toutes les importations.

32. La couverture des indices, tous indices confondus, atteint 85 pour cent pour l'exportation pour la plupart des pays. Pour la Jamahiriya arabe libyenne, Togo et Seychelles la couverture de l'indice des valeurs unitaires se situe entre 61 et 75 pour cent contre 85 pour cent pour les indices de volume. Sept pays seulement sur les 17 qui ait fourni l'information requise, procèdent à des corrections des indices pour couverture incomplète.

33. Dans 17 pays la base des indices est fixe. La Jamahiriya arabe libyenne et le Zimbabwe utilisent des indices chaînes. L'année de base se situe avant 1970 pour 3 pays (Cameroun, Ouganda et Togo) et après 1979 pour 3 pays (Malawi, Tunisie et Zimbabwe). La Zambie utilise la période 1969-1973 comme base de ses indices, et tente depuis 1980 de construire des indices-chaînes.

34. Concernant les termes de l'échange, 4 pays Jamahiriya arabe libyenne, Malawi, Nigéria, Tunisie calculent les termes bruts de l'échange, et 7 pays (Gambie, Jamahiriya arabe libyenne, Libéria, Maroc, Maurice, Togo et Zimbabwe) calculent les termes nets de l'échange.

X. TRAITEMENT DES DONNEES

35. Vingt un des 23 pays dont l'information sur le traitement des données est disponible, procèdent à un traitement électronique des données du commerce extérieur. Le processus d'information du traitement des données du commerce extérieur est en cours au Rwanda. Le Comores envisage d'informatiser ce traitement.

36. Douze pays ont déclaré disposer de documents de base précodés pour l'entrée directe des données aux fins d'établissement des statistiques contre douze pays pour lesquels ces documents ne sont pas précodés.

37. L'unité centrale de traitement est située dans les services qui traitent les données du commerce extérieur pour 15 pays. Elle est située en dehors de ces services dans 11 pays. Les données du commerce extérieur de la Somalie sont traitées en Suède, et celles de Seychelles à Hong-Kong. Pour six des 11 pays qui ne disposent pas d'unité centrale de traitement dans leurs services d'élaboration des données du commerce extérieur, le pourcentage moyen de temps consacré au traitement de ces données n'atteint que 15 pour cent.

XI. ENVOI DES STATISTIQUES AUX NATIONS UNIES

38. En octobre 1985 les nombres des pays africains dont les données du commerce extérieur étaient disponibles aux Nations Unies (sur bandes magnétiques, microfiches ou publication nationales) se répartissaient comme suit : 27 pays en 1980, 23 pays en 1981, 12 pays en 1982 et 5 pays en 1983. Il apparaît donc qu'il se pose un problème de l'envoi des statistiques du commerce extérieur aux services appropriés des Nations Unies.

39. Des vingt pays qui ont répondu à la question concernant l'envoi régulier de leurs statistiques du commerce extérieur à la Division statistique de la CEA et/ou à la section des statistiques du commerce international des Nations Unies à Genève, 11 pays seulement (Ethiopia, Jamahiriya arabe libyenne, Lesotho, Madagascar, Malawi,

Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Swaziland, et Zambie) ont déclaré envoyer régulièrement, de façon systématique leurs statistiques du commerce extérieur aux deux services concernés. En outre, la République centrafricaine, le Comores, le Congo et la Mauritanie ont indiqué ne le faire que sur demande de ces services. La périodicité de ces envois est annuelle (Lesotho, Madagascar, Maurice, Swaziland et Zambie), trimestrielle (Seychelles) et mensuelle (Zimbabwe).

XII. CONCLUSIONS

40. L'élaboration des statistiques du commerce extérieur pose un certain nombre de problèmes tant au niveau national qu'au niveau international. Au niveau national il s'agit essentiellement des problèmes de la qualité des données et leur rapide mise à disposition des utilisateurs. Au niveau national, ils trouveraient des solutions par la prise des mesures telles que : sensibilisation des services douaniers à l'importance des statistiques (autre que celle de la perception des recettes douanières), afin d'améliorer les procédures de recevabilité des documents et de visite des marchandises; automatisation des procédures douanières; mise au point de procédures d'édition des déclarations manquantes, de système de recyclage des erreurs, et de procédures de prise en compte des révisions des déclarations et des résultats des contentieux, etc.

41. Au niveau international, le problème de comparabilité des statistiques du commerce extérieur des pays africains demeure le plus important. Il se pose alors, naturellement la question d'aggrégation de ces statistiques au niveau régional tant les pratiques dans l'élaboration de ces statistiques varient d'un pays à l'autre, et par rapport aux recommandations internationales.

42. Il est vrai que l'adoption des recommandations internationales dépend dans une large mesure des besoins administratifs des divers pays. Cette dépendance est liée en particulier aux services des pays qui sont les sources des données du commerce extérieur car ce sont ces services qui contrôlent généralement la législation déterminant le type d'information à rassembler et à mettre à la disposition des services statistiques. Cependant les pays ne doivent pas perdre de vue l'utilité de disposer d'un cadre minimum pour la présentation des statistiques du commerce extérieur selon les normes internationales afin de permettre la comparabilité, sans quoi ils pourraient ne pas disposer d'informations suffisantes pour discuter avec les organismes internationaux ou d'autres pays des programmes de développement et de promotion du commerce international, et des accords en matière de financement.

